

**Nelson Michaud, dir. *Droite et démocratie au Québec : enjeux et paradoxes*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2007.
207 p.**

Robert Leroux

Volume 9, Number 2, Spring 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1023102ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1023102ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Leroux, R. (2009). Review of [Nelson Michaud, dir. *Droite et démocratie au Québec : enjeux et paradoxes*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2007. 207 p.] *Mens*, 9(2), 295–299. <https://doi.org/10.7202/1023102ar>

Nelson Michaud, dir. *Droite et démocratie au Québec : enjeux et paradoxes*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2007. 207 p.

Contrairement à beaucoup d'ouvrages collectifs, *Droite et démocratie au Québec* n'est pas une collection de chapitres hétéroclites, aux intentions éparses ; il relève plutôt d'une entreprise collective, au sens plein du terme, dans la mesure où les spécialistes qui ont été sollicités par Nelson Michaud cherchent, à partir de leur propre appartenance scientifique et intellectuelle, à éclairer ce qu'est réellement la droite. Le cadre d'analyse et les textes de l'ouvrage répondent donc à un souci qui, me semble-t-il, relève davantage du cognitif que du normatif. C'est que, il faut le préciser d'emblée, Michaud et la plupart de ses collaborateurs ne se sont pas proposés de faire l'apologie de la droite, à l'inverse de ce qu'a pu suggérer le compte rendu malveillant de Louis Cornellier (*Le Devoir*, 4 et 5 août 2007) ; ils ont simplement cherché à l'analyser, de manière rigoureuse et objective. Il n'est pas douteux qu'un tel travail s'imposait, d'autant plus que la gauche, qui domine presque sans partage dans la plupart des départements de sciences sociales de nos universités, s'est fabriquée une droite qu'elle a grossièrement caricaturée, qui n'a, du reste, rien à voir avec la réalité. Dès lors, le problème de l'ouvrage se précise et se délimite. Pourquoi la droite est-elle généralement moins populaire que la gauche – notamment au sein de la communauté des intellectuels ? Le travail du sociologue français Raymond Boudon, que Michaud cite en introduction, fournit une réponse intéressante. Le marxisme a beau être mort, mais bon nombre d'intellectuels s'y réfèrent encore de manière implicite, car il donne « l'impression de fournir des clés pour expliquer la réalité et notamment les diverses formes d'inégalités qui sont secrétées par les sociétés libérales »

(p. 16). Mais ce ne sont que les apparences, et la réalité est beaucoup plus complexe.

Les textes qui suivent ne manquent pas de nous en convaincre. Dans un texte nuancé, Jean-François Caron dégage la dimension philosophique de la droite. Il s'interroge, en première analyse, sur les principes moraux et intellectuels que véhicule la droite. Sont-ils « néolibéraux » – terme extrêmement ambigu, s'il en est un – ou encore conservateurs ? On sait que Friedrich Hayek, que l'on présente ici comme le père du néolibéralisme, même s'il n'a jamais lui-même utilisé ce mot, a expliqué les raisons pour lesquelles il a rejeté le conservatisme. Mais Caron refuse de suivre Hayek et explique, en remontant aux intentions d'Edmond Burke et de Louis de Bonald, que l'évolution de la droite est inséparable des idées conservatrices. Cela lui permet de marquer nettement la distance entre la droite et le libéralisme : « Il serait donc inadéquat d'analyser les orientations politiques de la droite actuelle dans une perspective de rupture avec les idées qui ont contribué à lui donner sa substance théorique et de situer ses orientations exclusivement dans un cadre libéral » (p. 50). Alors que Louis Balthazar compare le conservatisme américain avec le conservatisme canadien, Xavier Gélinas s'intéresse quant à lui aux origines européennes de la pensée conservatrice québécoise. Si la droite d'ici, écrit-il en reprenant l'essentiel de son récent livre (*La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Presses de l'Université Laval, 2007), appartient à la famille droitiste occidentale, elle est aussi distincte :

[...] elle épouse un nationalisme constant, tantôt culturel, tantôt politique [...] Depuis deux siècles, elle épouse un catholicisme dont le caractère résolu et unanime ne commence à s'altérer qu'avec l'émergence d'une droite plus axée sur l'économie, voilà une vingtaine d'années. À vrai dire, la droite d'ici est si longtemps et si fermement à la fois nationaliste et catholique que ce sont

indifféremment ces deux adjectifs qui, longtemps, ont tendance à qualifier cette mouvance » (p. 85).

Voilà qui est bien dit. Gilles Paquet propose en ce sens d'examiner ce qu'est la droite d'un point de vue essentiellement économique. Si, pour lui, droite et gauche « sont des mots fumeux », ils sont néanmoins l'objet d'une distinction récurrente : alors que la gauche considère l'individu comme étant déterminé et incapable d'agir sans le secours de l'État, la droite le place au contraire au centre de ses analyses en insistant sur son autonomie et, pourrait-on ajouter, sur sa rationalité. Un tel *distinguo* est sans doute général, mais il renferme tout de même l'essentiel. Qu'en est-il précisément de l'opposition gauche-droite au Québec ? Paquet se réjouit du fait que « le virage à droite est bien engagé » (p. 117), même s'il se fait encore trop lentement à son goût. Se limiterait-il à la région de Québec, demandent Maurice Pinard et Pat Rafail ? Les auteurs ont beau montrer, avec raison du reste, que l'appui recueilli dans la région de Québec par l'Action démocratique du Québec et par le Parti conservateur ne relève pas de l'énigme, contrairement à ce qu'ont suggéré les médias, ils ne nous éclairent guère quand ils affirment que les francophones de Québec « manifestent plusieurs caractéristiques culturelles susceptibles de favoriser la montée des conservateurs » (p. 136). La question demeure donc entière et les auteurs sont du reste bien conscients de ne pas l'avoir résolue : « Comment expliquer que ces aspects culturels soient plus prononcés dans la région de Québec ? » (p. 137)

Expliquer les phénomènes sociaux à partir de traits culturels n'est pas sans risque, dans la mesure où cela peut, à mon sens, déboucher sur des conclusions tautologiques, comme la plupart des théories holistes. Pierre Simard, qui cite les travaux des meilleurs auteurs sur la question de la rationalité (Olson, Boudon, Tullock, Downs, Buchanan, etc.), part

d'un principe opposé : il ne cherche pas en effet à expliquer pourquoi la droite est mieux installée dans une région plutôt qu'une autre, mais plutôt à comprendre la popularité des politiques de gauche et, incidemment, les difficultés qu'ont les politiciens à proposer des politiques de droite. Le citoyen, selon Simard, serait « affligé d'ignorance rationnelle », dans une formule qui n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Il aurait été d'ailleurs plus approprié d'utiliser, à la suite de Herbert Simon, le concept de « rationalité limitée » (*bounded rationality*). Qu'importe, l'auteur aboutit à une conception étroite de la rationalité qui rappelle celle des théoriciens du choix rationnel. Les citoyens « consacrent peu de temps et dépensent peu d'énergie à éclairer leur décision de voter pour un parti plutôt qu'un autre. Puisqu'ils savent que leur vote a peu de chance d'influencer le résultat électoral et que le bénéfice escompté d'une victoire sera davantage collectif que personnel » (p. 163). En quoi cela explique-t-il l'impopularité des politiques libérales ? La réponse de Simard s'inscrit dans la foulée des travaux de Raymond Boudon : « Il est toujours plus facile, explique-t-il, de vendre une politique protectionniste inefficace pavée de bonnes intentions qu'une politique de droite efficace, mais dont l'effet sera indirect et à long terme » (p. 168). Les individus ont donc de bonnes raisons, pour parler comme Boudon, de croire à des idées fausses.

Dans le contexte intellectuel québécois où l'on refait et défait la nation quotidiennement, il est rarissime de trouver des auteurs qui mettent l'individu au centre de leurs préoccupations. Il faut donc s'en réjouir. Il aurait été intéressant par ailleurs, mais ce point est somme toute mineur, que l'on montre que ce que l'on appelle aujourd'hui le néolibéralisme est une construction d'esprit de la gauche – une construction de l'esprit, pourrait-on ajouter, en voie de se cristalliser en idée reçue. Car, comme l'a entre autres souligné Pascal Salin, si le

libéralisme existe, le néolibéralisme, lui, n'existe pas. Au fait, personne, chez les libéraux, ne se reconnaît dans cette étiquette. Mais à défaut de représenter la réalité, l'étiquette n'en demeure pas moins utile : elle sert à expliquer les inégalités sociales autrement que par la compétence, les aptitudes et les motivations des acteurs sociaux. Enfin, pour mieux comprendre la droite, la déconstruction des chimères égalitaires serait sans doute une tâche à entreprendre.

Robert Leroux
Département de sociologie et d'anthropologie
Université d'Ottawa

Janet Ajzenstat. *The Canadian Founding: John Locke and Parliament*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2007. 199 p.

Dans sa récente étude concernant la fondation du Canada, Janet Ajzenstat revisite l'influence exercée par la philosophie de John Locke sur les Pères de la Confédération. Elle tente de comprendre comment ces Pères fondateurs, incluant aussi bien les politiciens qui ont négocié les résolutions à la base de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique que ceux qui les ont adoptées (p. 7), concevaient l'objectif ultime du système de gouvernement qu'ils ont participé à créer. Pour ce faire, l'auteure analyse les débats, peu étudiés jusqu'à présent, entourant la ratification des principes à la base de la Confédération qui ont eu lieu dans les différentes colonies de l'Amérique du Nord britannique. Elle soutient que la mise en lumière de l'influence de John Locke sur la Confédération permet de corriger le vieux paradigme historiographique laurentien qui interprétait la Confédération comme ayant été